

SOS pour le Darfour

ANNE-MARIE IMPE



ANNE-MARIE IMPE

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2003, L'OUEST DU SOUDAN EST RAVAGÉ PAR UNE RÉBELLION VIOLEMMENT RÉPRIMÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE KHARTOUM. PENDANT QUE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE COMMÉMORE LES DIX ANS DU GÉNOCIDE RWANDAIS, À COUPS DE THÉÂTRAUX « PLUS JAMAIS ÇA ! », « NETTOYAGE ETHNIQUE » ET AUTRES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ SE COMMETTENT AU DARFOUR. DANS L'INDIFFÉRENCE PRESQUE TOTALE.

« Les forces gouvernementales et les Arabes sont arrivés ensemble à 8 heures du matin, quand les gens faisaient la prière. Certains étaient en voiture, d'autres allaient à cheval ou à dos de chameau. Les Janjawids [ndlr : milices tribales arabes, armées par le gouvernement] portaient des uniformes de l'armée. Sans crier gare, ils se sont mis à brûler le village et à tirer sur les civils. Ils ont tué tous ceux qui étaient noirs. Voilà le programme : ils ne veulent pas de tribus noires dans cette région ».

ZEINAB, 25 ans, et son mari, village de Miramta, 7 février 2004.

« Ils ont encerclé le village. J'étais caché dans l'herbe et j'entendais le commandant dire dans son téléphone satellite : "Nous sommes près du village numéro 1541. Nous avons trouvé les groupes d'autodéfense et nous les avons tués". Ils ont tout brûlé, tout pillé. Ils ont brûlé toutes les mosquées qui n'étaient pas en briques. Les Janjawids ont pris les filles et les ont violées. Ils en ont violé treize ».

JUMAA, village de Gokur, 23 octobre 2003.

« Les Janjawids ont amené leurs chameaux dans le village et ils leur ont laissé manger tout le sorgho. Ils ont ensuite mis le feu aux maisons et m'ont tout volé, y compris mes 14 vaches. Les Janjawids criaient : "Tuez les Noubas ! Tuez les Noubas !" Tout ça, c'est parce que nous sommes des Noirs. Nous pouvions nous défendre contre les nomades arabes, mais pas contre les Janjawids. Les forces gouvernementales leur ont donné de très bons fusils et prennent part à leurs attaques ».

IDRISS, 43 ans, village de Gozbeddine, 1^{er} octobre 2003 (1).

LE SOUDAN : UN RWANDA AU RALENTI ?

Assassinats, viols, tortures, enlèvements de femmes et d'enfants pour les réduire en esclavage, déplacements forcés de populations, destruction de villages et pillages : les centaines de témoignages rassemblés par *Human Rights Watch*, *Amnesty international*, Médecins sans frontières ou les Nations unies décrivent tous les mêmes scènes. Comme autant d'épisodes d'une histoire terrible qui s'est déroulée presque à huis clos.

Depuis février 2003, en effet, le Darfour, situé à l'ouest du Soudan, est ravagé par un conflit qui aurait tué plus de 10 000 personnes et provoqué le déplacement de plus d'un million d'autres, selon les Nations unies (2). Parmi celles-ci, 110 000 ont traversé la frontière du Tchad, et plusieurs dizaines de milliers sont déjà arrivées dans les camps mis sur pied par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR). Les autres errent toujours dans la zone aride qui borde la frontière.

Tous les rapports concordent : ce désastre humanitaire a été provoqué par la politique de répression indiscriminée lancée par le gouvernement soudanais contre une rébellion apparue en février 2003, au sein de populations négro-africaines du Darfour (voir « Le contexte, des populations marginalisées », pp. 12 et 13). Alors que Khartoum parle de campagne contre-insurrectionnelle et reconnaît que « certains excès individuels » ont pu être commis par ses troupes,



Tiné, sur la frontière entre le Tchad et le Soudan, mars 2004. Les réfugiés du Darfour sont transférés à l'intérieur du Tchad, dans de nouveaux camps, plus éloignés de la frontière, afin de les mettre à l'abri des raids des milices janjawids.

« en réponse à ceux commis par les rebelles », d'autres, par contre, évoquent sans ambages une politique d'épuration ethnique menée au bénéfice de tribus arabes et au détriment de populations négro-africaines.

« Le Soudan est un Rwanda au ralenti », n'hésite pas à déclarer John Prendergast, le conseiller spécial du président de l'*International Crisis Group* (3). « J'étais au Rwanda durant le génocide », explique pour sa part Mukaesh Kapila, le coordinateur des Affaires humanitaires de l'ONU au Soudan. *Le niveau de violation des droits de l'Homme au Darfour y est semblable. C'est davantage qu'un simple conflit. C'est une tentative organisée de se débarrasser d'une population* (4). De retour d'une mission au Darfour, Daniel Augstburger, responsable des secours d'urgence de l'ONU, confirme cette analyse, en déclarant le 1^{er} avril à Genève : « Nous avons constaté un déplacement systématique des populations non arabes par le gouvernement afin de les cantonner dans divers camps pour personnes déplacées. Nous avons pu aller dans des zones où nous avons été témoins de l'incendie systématique de villages alors même que nous étions sur place. Il y a un dessein, il y a un ciblage spécifique de populations. » (5) Propos excessifs, destinés à se protéger en cas d'évolution apocalyptique de la situation ? C'est ce que dénoncent certains journalistes français, comme Christophe Ayad qui accuse l'ONU de « crier

au loup, au risque de banaliser le mal » (6). Ou Jean-Philippe Rémy qui estime qu'« établir un parallèle avec le Rwanda a toutes les chances d'échauffer un peu plus les esprits dans une région déjà prompte à l'embrasement. » (7)

« ON SAVAIT »

Que la situation mérite ou non la qualification de « nettoyage ethnique », chacun en reconnaît aujourd'hui l'extrême gravité. Comment expliquer dès lors des réactions aussi tardives ? Après le génocide du Rwanda, en 1994, la communauté internationale n'affirmait-elle pas avoir mis en place un système d'alerte, voire de prévention des conflits ? Or, ces déclarations de hauts fonctionnaires de l'ONU interviennent treize mois après le début des violences. Depuis février 2003, les exactions ont été crescendo pour culminer d'octobre 2003 à février 2004. Selon un rapport du Haut commissariat aux droits de l'Homme, le nombre de déplacés internes est d'ailleurs passé de 250 000 personnes à plus d'un million, entre septembre 2003 et avril 2004 (8).

Alors, comment comprendre le « silence assourdissant » des responsables politiques du monde entier pendant toute cette période ? Faut-il incriminer le manque d'informations ? Difficile d'y croire. En juin 2003 déjà, l'*International Crisis Group* avait décrit, dans un rapport bien documenté (9), la répression menée

(1) Témoignages extraits du rapport de *Human Rights Watch: Darfur destroyed, Ethnic Cleansing by Government and Militia Forces in Western Sudan*, May 2004, 82 pages.

(2) Il y aurait 570 000 déplacés internes dans le Darfour Ouest, 290 000 dans le Nord Darfour et 140 000 dans le Sud. Source : *Report of the Acting High Commissioner on the Human Rights Situation in Darfur*, April 2004, 21 pages.

(3) *Ethnic Cleansing in Darfur: A New Front Opens in Sudan's Bloody War*, discours prononcé devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants des Etats-Unis, à Washington, le 6 mai 2004.

(4) Déclaration du 19 mars 2004, citée par Christophe AYAD, dans « Une guerre ethnique au cœur de nulle part », *Libération*, 23 avril 2004.

(5) « L'ONU dénonce une catastrophe humanitaire au Darfour », *www.lemonde.fr*, 1/4/2004.

(6) « Une guerre ethnique au cœur de nulle part », op. cit.

(7) « Une "guerre oubliée" qui a déjà fait 10 000 morts selon les Nations unies », *Le Monde*, 25 avril 2004.

(8) *Report of the Acting High Commissioner*, op. cit. p. 3.

(9) *Sudan's other wars, International Crisis Group (ICG), Khartoum/Brussels*, 25 June 2003.

(10) *Darfur destroyed*, Human Rights Watch, op. cit. p. 51.
 (11) « Khartoum écrase la rébellion du Darfour par le feu et le sang ».
 (12) « Dans dix ans, on nous demandera : "Où étiez-vous au moment de cette épuration ethnique ? Qu'avez-vous fait ?" » déclarait, le 23 avril, Richard Williamson, l'ambassadeur américain auprès de la Commission des droits de l'Homme.

par Khartoum et avait appelé la communauté internationale à réagir. Et dès septembre, plusieurs ONG, dont Médecins sans frontières, lançaient leurs premiers communiqués d'alerte.

Pendant les quatre à cinq mois « sensibles », le gouvernement soudanais réussissait, il est vrai, à interdire pratiquement toute action des organisations humanitaires au Darfour⁽¹⁰⁾ et à contrôler très étroitement l'accès des journalistes. Certains parvenaient malgré tout à pénétrer dans le pays, comme Jean-Philippe Rémy qui, dans *Le Monde* du 20 janvier 2004, publiait un reportage réalisé en territoire soudanais.⁽¹¹⁾

Si la réaction de l'ONU a donc été incroyablement tardive, au moins ses hauts fonctionnaires ont-ils cette fois joué un rôle décisif pour alerter l'opinion publique de la gravité de la situation. Le 7 avril, lors de la commémoration du génocide rwandais, Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, montait lui-même au créneau pour appeler la communauté internationale à réagir, déclarant qu'elle « devait être prête, quels que soient les termes utilisés pour décrire la situation, à prendre des actions rapides et appropriées, c'est-à-dire une succession de mesures qui pourrait inclure une action militaire ».

Mais malgré cette prise de position claire et ferme, les différents Etats membres de l'ONU décidaient... de ne rien décider.

LE « RAPPORT INTERDIT »

Le 23 avril, à Genève, la Commission des droits de l'Homme des Nations unies (CDH) choisit

de ménager Khartoum en ne condamnant pas les exactions commises contre les populations du Darfour. Une position vivement dénoncée par *Human Rights Watch* et *Amnesty international*, mais qui ne surprend guère quand on sait que la majorité des 53 pays qui constituent la CDH violent eux-mêmes les droits de l'Homme et ont tendance à bloquer toute condamnation à l'égard de l'un d'eux.

Le projet initial de résolution, déposé par l'Union européenne, avait reçu le soutien de Washington. Il exigeait que le gouvernement soudanais prenne des mesures pour mettre fin aux « attaques systématiques contre les civils », et « cesse d'apporter le moindre soutien (...) aux milices janjawids » (ndlr : que Khartoum a toujours démenti soutenir). La résolution dénonçait aussi « le dépeuplement forcé de zones entières ». A la suite de négociations entre délégations africaine et européenne, ce texte a été complètement édulcoré, puisqu'il se contente de demander à Khartoum de « s'engager à neutraliser les milices armées », sans référence explicite aux Janjawids. Il a été adopté par 50 voix pour, deux abstentions et un vote contre : celui des Etats-Unis.⁽¹²⁾

Double victoire pour le gouvernement soudanais, qui réussissait aussi à empêcher la diffusion, avant le vote, d'un rapport sur la situation au Darfour. Rédigé à la suite d'une mission effectuée au Tchad, du 5 au 15 avril, par une équipe du Haut commissariat aux droits de l'Homme⁽¹³⁾, ce « document interdit » a atterri sur les bureaux d'*Enjeux internationaux*. Il décrit

Camps de réfugiés de Tiné, sur la frontière entre le Tchad et le Soudan, septembre 2003. Beaucoup de réfugiés dorment dans des abris de fortune ou sur de simples tissus ou cartons.



Dieter Telemans

un « règne de terreur » sur le Darfour et souligne que les exactions qui s'y déroulent « pourraient constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ». Parlant d'« attaques répétées contre des civils par les forces gouvernementales soudanaises et leurs milices alliées en vue de provoquer leur déplacement » et « d'un usage disproportionné de la force », il dénonce également la totale impunité dont bénéficient les Janjawids, qui agissent en étroite coordination avec les forces régulières. Et il note que les raids visent essentiellement des tribus d'origine africaine.

SILENCE, ON TUE !

Début mai, deux équipes de l'ONU⁽¹⁴⁾ confirment ces accusations. Le deuxième rapport décrit clairement une politique de « nettoyage ethnique » et dénonce une « stratégie systématique et délibérée visant à affamer les populations ».

De leur côté, les organisations humanitaires ne cessent de répéter combien la situation

réclame des mesures urgentes. La destruction des récoltes et des puits lors du conflit, conjuguée à l'arrivée des pluies (dès le mois de mai), vont en effet transformer ce qui est déjà une catastrophe humanitaire en une situation de famine.

Le 7 mai, le Conseil de sécurité des Nations unies ne décide malgré tout d'aucune action immédiate, prenant ainsi le risque de condamner à mort des milliers de personnes. C'est donc la « realpolitik » la plus crue et la plus cruelle qui l'emporte. Une fois de plus.

Les ONG ne s'avouent toutefois pas vaincues. Pendant que les organisations humanitaires renforcent leurs actions au Tchad et tentent de pouvoir intervenir efficacement au Darfour, les associations de défense des droits de l'Homme multiplient les interventions auprès des gouvernements et des institutions internationales. Dix ans après le Rwanda, va-t-on réussir à éviter que l'histoire ne bégaye ?

(13) *Report of OHCHR mission to Chad*, 5-15 April 2004, 13 pages.

(14) La première appartient au Haut commissariat aux droits de l'Homme et la deuxième est composée d'experts de l'UNICEF, de l'OMS, de la FAO et de l'OCHA (Office de coordination des affaires humanitaires). Titre des deux rapports: *Report of the Acting High Commissioner*, op. cit. et *United Nations Inter-Agency Fact Finding and Rapid Assessment Mission*, Kailek Town, South Darfur, 25 April 2004.

TÉMOIGNAGES

Des camps de concentration ?

« A Kailek, les déplacés internes vivent dans des conditions épouvantables sur une petite place au centre de la ville. La présence visible des Janjawids tout autour signifie que les personnes déplacées sont virtuellement confinées et ne peuvent quitter cet endroit à moins qu'elles ne paient une "taxe" obligatoire. Tous les services de base, y compris l'eau, le bois de chauffage et les aliments essentiels, sont situés en dehors de l'endroit (où ces personnes ont été rassemblées). De plus, la destruction de toutes les maisons de la bourgade signifie qu'il n'y a plus d'installations sanitaires et que les déplacés, à qui on interdit de bouger de cet endroit, sont obligés de déféquer à ciel ouvert à l'intérieur de ce qui constitue leur espace de vie. Tous les déplacés sont là, depuis plus de deux mois, et de grandes quantités d'excréments s'y sont accumulées. »

VIOLENCE SEXUELLE

« Les femmes ont dénoncé sans équivoque leur grande peur de vivre à cet endroit en raison du harcèlement et des abus sexuels commis de jour

comme de nuit par les Janjawids. Elles ont expliqué qu'elles se sentaient prisonnières et que les femmes et les filles avaient été violées et abusées sexuellement lorsqu'elles sortaient de l'endroit assigné aux personnes déplacées. (...) Elles ont identifié plusieurs des auteurs de viols parmi les groupes d'éléments armés présents dans le village. Elles ont expliqué que les auteurs de ces abus avaient pris l'habitude de venir la nuit à l'endroit de rassemblement des personnes déplacées pour y enlever des filles, avant de les emmener dans un wadi proche où elles étaient violées. »

EPURATION ETHNIQUE ?

« Les 23 villages fours de l'unité administrative de Shattaya ont été complètement vidés de leurs habitants, pillés et incendiés. Au même moment, on trouve à côté de ces villages réduits en cendres, des implantations "arabes" intactes, peuplées et en activité. A certains endroits, la distance entre un village four détruit et un village "arabe" est de moins de 500 mètres ». ⁽¹⁾

(1) Extraits du rapport d'une mission inter-agences des Nations unies, composée d'experts de l'UNICEF, de l'OMS, de la FAO et de l'OCHA (Office de coordination des affaires humanitaires). Titre: *United Nations Inter-Agency Fact Finding and Rapid Assessment Mission*, Kailek town, South Darfur, 25 April 2004, 13 p.

LE CONTEXTE

Des populations marginalisées

LE SOUDAN EST AUJOURD'HUI LE THÉÂTRE DE PLUSIEURS CONFLITS.
TOUS ONT CEPENDANT LA MÊME ORIGINE : L'ACCAPAREMENT DES RÊNES
DE L'ÉTAT PAR UN PETIT CERCLE DU POUVOIR ET LA MARGINALISATION
DES RÉGIONS ET GROUPES PÉRIPHÉRIQUES.

Darfour signifie le pays des Fours, une ethnie d'agriculteurs noirs qui vit dans les montagnes du Jebel Marra. Grande comme la France, la province qui porte leur nom est divisée en trois États : le Darfour Nord, Sud et Ouest. Si la zone septentrionale est saharienne, le Centre et le Sud comportent des régions mieux arrosées, comme les montagnes, mais aussi de vastes étendues de terres arides.

Cette province est peuplée de nombreuses tribus, « arabes » et « négro-africaines », mais la distinction entre ces deux groupes est plus délicate qu'il n'y paraît : « *Un étranger aurait du mal à distinguer un Arabe du Darfour d'un Africain, ce qui montre bien que l'identification est plus culturelle que raciale* », note l'*International Crisis Group* (ICG) ⁽¹⁾.

Si tous sont musulmans, les premiers sont majoritairement éleveurs et nomades et les seconds, agriculteurs et sédentaires. Et comme partout dans le Sahel, du Sénégal au Soudan, des altercations éclatent régulièrement entre pasteurs, en quête d'eau et de pâturages pour leurs troupeaux, et cultivateurs cherchant à protéger leurs champs. Ces conflits dégénèrent parfois en affrontements armés. Surtout depuis les dernières décennies : l'explosion démographique (deux fois plus d'habitants en vingt ans dans le Darfour), conjuguée aux grandes sécheresses des années 70 et 80, y ont provoqué une désertification dramatique. La compétition pour l'eau et les terres est donc de plus en plus vive. Et violente. Plusieurs guerres locales ont dès lors opposé des tribus arabes et africaines.

Les années 1991-92 préfigurent les événements d'aujourd'hui. La détérioration des conditions de vie et le sentiment de marginalisation dont souffrent les habitants conduisent à

une rébellion des Fours. L'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), du colonel John Garang (voir « Une interminable guerre civile », p.13), apporte aussitôt son soutien aux insurgés. Pour mater cette révolte, le gouvernement arme des tribus arabes. Si les conflits pour le contrôle des ressources (eaux et terres) ont donc toujours marqué la vie de la région, « *ils ont été considérablement aggravés par la politique délibérée de cooptation des tribus arabes nomades dans la guerre menée par Khartoum contre la SPLA et contre d'autres éléments mécontents du Darfour* », indique ICG ⁽¹⁾.

Pour remercier les milices arabes de leur importante contribution à l'écrasement dans l'œuf de cette rébellion, le gouvernement central leur a permis de faire régner leur loi dans le Darfour et a fermé les yeux sur les razzias commises depuis les années 90 à l'égard des populations africaines. Un sentiment croissant d'insécurité et de révolte conduit ces dernières à créer le Front de libération du Darfour, qui rassemble des milices villageoises d'autodéfense foures. En mars 2003, pour marquer son ouverture aux autres tribus noires, il prend le nom d'Armée/Mouvement de libération du Soudan (SLA/M). Mais sans attendre ce changement d'appellation, les rebelles lancent, dès février 2003, leurs premières attaques contre des postes de police et des casernes. Bien armés et équipés de téléphones satellites, ils s'emparent avec facilité de plusieurs localités. Il faut dire que la SLA bénéficie de l'expérience militaire d'Abdallah Abakkar, un des insurgés qui avaient porté au pouvoir, en 1990, l'actuel président tchadien, Idriss Déby. Et plus que probablement aussi du soutien de la SPLA. Le moment choisi pour l'attaque – une semaine après le lancement des premières négociations sérieuses concernant

(1) *Sudan's other wars, International Crisis Group* (ICG), Khartoum/Brussels, 25 June 2003 (p. 13 ; p.11 ; p.10).

(2) Le destin des trois régions centrales du pays (les monts Nouba, la région du Nil bleu et la zone d'Abeyi, riche en pétrole), sur lesquelles le Nord comme le Sud ont des visées, restait un point d'achoppement dans les pourparlers de paix entre Khartoum et la SPLA, au moment du bouclage de ce numéro, à la mi-mai 2004.

(3) « Le Soudan déchiré par les guerres civiles. Désolation au Darfour », Mai 2004.



Peter Casar (MSF)

Les conditions de vie dans les camps de réfugiés, installés le long de la frontière, sont précaires. Dans cette région aride, les réfugiés qui ne peuvent payer l'eau sont obligés de creuser dans le lit d'une rivière à sec et de boire le liquide boueux qui finit par suinter.

le conflit des Trois régions ⁽²⁾ – donne lieu à de multiples spéculations, note ICG. « Certains suspectent la SPLA d'appuyer directement les rebelles, soit pour renforcer sa place à la table des négociations de paix, soit pour les faire capoter. La SPLA nie officiellement toute implication dans ces combats » ⁽¹⁾.

Dans le camp gouvernemental, la surprise semble totale. De surcroît, la plupart des effectifs de l'armée soudanaise sont stationnés dans le Sud du Soudan, à cause de la guerre civile qui oppose le Nord et le Sud du pays depuis 1983. Les rebelles en profitent pour réaliser quelques coups d'éclat, comme la prise de contrôle, le 25 avril 2003, de l'aéroport d'El Fasher (capitale du Darfour Nord) assortie de la capture du général Ibrahim Bushra.

« A Khartoum, l'humiliation est à son comble, explique Jean-Louis Péninou dans *Le Monde diplomatique* ⁽³⁾. Le président limoge les gouverneurs du Darfour et fait arrêter de nombreux intellectuels et notables soupçonnés de sympathie pour la rébellion, à Nyala et El Fasher. Un comité de crise est constitué dont la principale décision va se révéler lourde de conséquences. Le général Osman Mohamed Kibir, nouveau gouverneur du Darfour Nord, enrôle officiellement les milices arabes, les arme et leur donne carte blanche. » Les Janjawids appuient dès lors les forces armées dans leur entreprise de répression et attaquent non seulement les villages suspectés de soutenir la rébellion, mais aussi ceux dont elles convoient les terres.

En adoptant, à deux reprises, la même tactique, le gouvernement est donc largement responsable de la polarisation ethnique du conflit. Et de la catastrophe humanitaire majeure qui frappe aujourd'hui les populations du Darfour. **A.-M. I.**

UNE INTERMINABLE GUERRE CIVILE

Depuis 1983, une guerre civile ravage le pays. Résumer le conflit en un affrontement entre le Nord (peuplé d'Arabes musulmans, essentiellement sunnites) et le Sud (où habitent des populations noires animistes ou chrétiennes) est quelque peu réducteur. Comme l'explique Alex de Waal, « *Les raisons de la guerre réfèrent au pouvoir, aux ressources, aux idéologies et aux identités.* » ^(*) Le partage du pouvoir politique et des ressources économiques (notamment l'importante manne pétrolière) constituent les principaux enjeux de cette guerre qui, en deux décennies, a bien sûr polarisé les positions et développé les identités. En 2003-2004, les pourparlers de paix entre le gouvernement central de Khartoum et l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), dirigée par John Garang, ont nettement progressé. Un accord semblait sur le point d'être signé au moment du bouclage de ce numéro, à la mi-mai 2004.

(*) DE WAAL Alex, « Une perspective de paix pour le Soudan en 2002 ? », *Politique africaine*, n°85, Paris, Karthala, mars 2002, pp. 93 à 107.

QU'EST-CE QUE LE MJE ?

Né de dissensions au sein de la SLA, un deuxième groupe rebelle, le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), rend encore un peu plus complexe le décodage de la situation. Rassemblant essentiellement des Zaghawas, il est présidé par le Dr Ibrahim, un ancien membre du parti islamiste d'Hassan al-Tourabi. Le MJE dénonce la mainmise des tribus du Nord sur la politique du Soudan et se veut le défenseur de la région oubliée du Centre. Il n'éprouve cependant aucune sympathie pour la SPLA. Hassan al-Tourabi (qui fut pendant dix ans « l'éminence grise » du président soudanais, avant d'être écarté du pouvoir en 1999), est arrêté le 1^{er} avril 2004, avec 7 autres dirigeants du Congrès national populaire (un parti d'opposition) et une dizaine d'officiers, tous accusés d'« atteinte à la sécurité de l'Etat ». Leur procès devrait s'ouvrir « très bientôt », selon le gouvernement.